

geant historique, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis dix-huit ans, qui appelle à la reprise des pourparlers de paix. Erdogan harcèle les partis légaux défenseurs de la cause kurde et des libertés démocratiques : le HDP (Parti de l'unité des peuples), dont l'immunité parlementaire de 53 de ses 59 députéEs a été levée et dont 13, notamment Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş, les deux co-présidents du HDP, ont été jetés en prison ; le BDP (Parti de la Paix et de la Démocratie) dont 33 maires ont été destitués et certains arrêtéEs, tels Gülşan Kisanak et Firat Anlı, co-maires de Diyarbakir, capitale historique du Kurdistan. La porte-parole du KJA (Congrès des femmes libres), Ayla Akat Ata, ancienne députée, a été gravement blessée, à plusieurs reprises, à cause des violences policières, elle a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat.

Erdogan poursuit en justice les journalistes du *Cumhuriyet* qui ont révélé la collaboration des services secrets turcs avec Daech. Il emprisonne des journalistes étrangers, tel Loup Bureau, incarcéré depuis le 1^{er} août, au prétexte de « propagande pour une organisation terroriste », alors qu'ils n'ont fait que leur travail d'information en interviewant des militants du PKK. Des écrivaines ont été emprisonnées, telle Asli Erdogan, l'une des voix les plus importantes de la littérature turque contemporaine. Et, prenant prétexte de la tentative de coup d'Etat de juillet 2016, le gouvernement turc a limogé ou fait licencier 110 000 fonctionnaires et travailleurs du privé, notamment des syndicalistes du DISK et du KESK qui n'ont rien à voir avec les putschistes.

Même politique d'Erdogan en Syrie, où, depuis août 2016, l'armée turque occupe une zone frontalière de 90 kilomètres de longueur, officiellement pour en chasser Daech, mais en fait bombarde les positions des Unités de protection du peuple (YPG) et des femmes (YPJ) du Parti de l'unité démocratique (PYD), qui sont aux avant-postes de l'offensive des Forces démocratiques syriennes (FDS) pour la libération des villes de Rakka et Deir Ez-Zor contrôlée par Daech.

Après la libération de Kobanê et de Shengal, la Résistance kurde, alliée aux forces démocratiques et révolutionnaires de Syrie et de Turquie, poursuit son combat pour se libérer de Daech et des dictatures sanglantes de Damas et Ankara. Elle tend la main aux peuples du Moyen-Orient et du monde pour construire un avenir de paix, de liberté et de démocratie sociale fondée sur l'égalité de toutes et de tous.

Le CSPK invite la population à répondre à son appel à se mobiliser autant qu'il le faudra pour que l'ONU et tous les gouvernements du monde reconnaissent enfin le droit du peuple kurde à son autodétermination.

Erdogan assassin ! OTAN complice ! Stop aux massacres des Kurdes par l'Etat turc !

Reconnaissance internationale des cantons autonomes du Rojava !

Solidarité pour la reconstruction de Kobanê et le retour des réfugiés !

Fourniture à la Résistance du Rojava de l'armement adéquat qu'elle réclame pour se défendre !

Retrait du PKK de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne !

Libération d'Öcalan et de toutes les prisonnierEs politiques kurdes en Turquie et en Europe !

Protection des députéEs et maires du HDP et du BDP

Solidarité syndicale avec les travailleurs et fonctionnaires licenciés ou limogés !

Réunion publique

jeudi 5 octobre 2017, 20 h, salle San Subra (M° Saint-Cyprien)

avec Nursel Kiliç, représentante

du Conseil démocratique kurde en France (CDKF),

et un représentant en France

du Parti de l'unité démocratique (PYD)

Collectif de Solidarité avec le Peuple Kurde (Maison Franco-Kurde Midi-Pyrénées, Association Alevi Démocratique de Toulouse, AL, CGT 31, CSR 31, EELV Toulouse, Ensemble !, ETM 31, Front Populaire [Tunisie], FSU 31, Marche mondiale des Femmes Midi-Pyrénées, MJCF, comité 31 du Mouvement de la Paix, MRAP 31, NPA, PCF, PCOF, PG, PT Tunisie, Solidaires 31, UEC, UPK 81, UPT).
Contact : cspk.roj@gmail.com / Soutien financier : IBAN FR76 1780 7024 0255 4215 5474 085